

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**n°BE-2026-03-08 du 12 5 MARS 2026**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 110143 du 11 février 2011**

**autorisant la société SAS LAFARGE GRANULATS**

**à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire**

**sur les communes de BOURG-DES-MAISONS et de LA TOUR BLANCHE – CERCLES (24320)**

La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** l'ordonnance 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°2515, n°2516, n°2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°110143 du 11 février 2011 autorisant, pour une durée de 30 ans, l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire par la SAS Paul MALVILLE, aux lieux-dits Le Reclaud, Les Clèdes, La Combe Nègre, Feraillou, Feix, La Croix, Maison Neuve, Au Fourgeraud et Les Boiges, sur les communes de BOURG-DES-MAISONS et de LA TOUR BLANCHE-CERCLES ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°120306 du 26 mars 2012 relatif au changement d'exploitant au profit de la SAS LAFARGE GRANULATS SUD ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PELREG 2015-07-14 du 1 juillet 2015 modifiant les conditions d'exploitation et le changement d'exploitant au profit de la SAS LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

**Vu** le procès-verbal de récolement du 12 octobre 2018 concernant la cessation partielle d'activités sur le secteur Malville 2 ;

**Vu** le procès-verbal de récolement du 2 août 2021 concernant la cessation partielle d'activités sur le secteur Sud-Est ;

**Vu** la demande de modification portée à la connaissance du préfet par la SAS LAFARGE GRANULATS le 8 août 2025 et le dossier joint ;

**Vu** l'avis de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS N-A) ;

**Vu** les réponses de la SAS LAFARGE GRANULATS à l'ensemble des enjeux relevés par l'ARS N-A en date du 28 janvier 2026 ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée le 28 février 2025 par l'inspection des installations classées ;

**Vu** le rapport et les propositions du 2 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 28 janvier 2026 ;

**Vu** l'accord de l'exploitant émis par courriel du 30 janvier 2026 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que la demande de modification de réaménagement de la carrière concerne un rehaussement partiel de la fosse sud non perceptible depuis l'extérieur ;

**Considérant** que cette modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas une demande d'augmentation du trafic maximal annuel actuellement autorisé ;

**Considérant** le pacte d'engagement des transports routiers établi entre les sites industriels de ce secteur, le Département, les communes, les transporteurs et les forces de l'ordre ;

**Considérant** que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes permet une adaptation des valeurs limites sur la lixiviation ne pouvant pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs mentionnées à son annexe II, et d'un facteur 2 pour la valeur limite relative au carbone organique total mentionnées à son annexe III ;

**Considérant** l'étude hydrogéologique SHE, les essais de perméabilité (GINGER CEBTP) et la détermination du fond géochimique (GINGER CEBTP) démontrant :

- l'absence de lien hydraulique entre la nappe identifiée au droit de la carrière et celles qui alimentent le captage d'eau potable, la source de Fongrenon, exploitée par le SMAEP des Terres Blanches ;
- l'absence d'impact significatif du futur stockage de matériaux avec adaptation de seuils sur l'environnement ;

**Considérant** que le projet d'arrêté permet de prendre en compte l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**Considérant** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

La société LAFARGE GRANULATS, SIRET n° 562 110 882 02615, dont le siège social est situé au 14/16 boulevard Garibaldi – 92130 Issy-les-Moulineaux, autorisée à exploiter sur le territoire des communes de Bourg-des-Maisons et de La Tour Blanche-Cercles une carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations annexes, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications de l'exploitation des installations portées à la connaissance de la préfète, les dispositions des articles suivants.

### **ARTICLE 2 : ARTICLE MODIFIE**

**Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

#### Article 1.1 – Installations autorisées

Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

| Rubrique | Description  | Capacité   | Régime         |
|----------|--|--|----------------|
| 2510.1   | Exploitation de carrière   | Production maximale de 600 000 t/an                                | Autorisation   |
| 2515.1   | Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes<br>a) Supérieure à 200 kW   | 1600 kWh<br>Installation fixe : 1 290 Kw<br>Groupe mobile : 250 kW | Enregistrement |
| 2517.2   | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques<br>1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup><br>2. inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> | 10 000 m <sup>2</sup>  | Déclaration    |

L'autorisation n'a d'effet que dans la limite des droits de propriétés de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 2.3.

**Les dispositions des articles 2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

**Article 2.3 – Implantation**

Conformément aux plans joints à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées, représentant une superficie totale de 833 516 m<sup>2</sup> :

Le tableau parcellaire figure en annexe du présent arrêté.

**Les dispositions des articles 5.5 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

**Article 5.5.1 - Principe d'exploitation**

Le principe d'exploitation repose sur une extraction hors d'eau à ciel ouvert de calcaire avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

La surface en cours d'exploitation sur un même secteur à la côte minimale est limitée à 6 ha. Les écoulements de la nappe ne doivent être ni déviés ni interceptés par l'exploitation. En cas de remontée des eaux de nappe au-dessus de la côte minimale, les travaux d'extraction doivent être immédiatement stoppés sur le palier considéré. Le palier considéré est remblayé dès la disparition des eaux.

Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment ou stockés provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.

L'extraction des matériaux est réalisée par tirs de mines et reprise par engins mécaniques (pelle hydraulique, chargeuse).

**Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille comprend :**

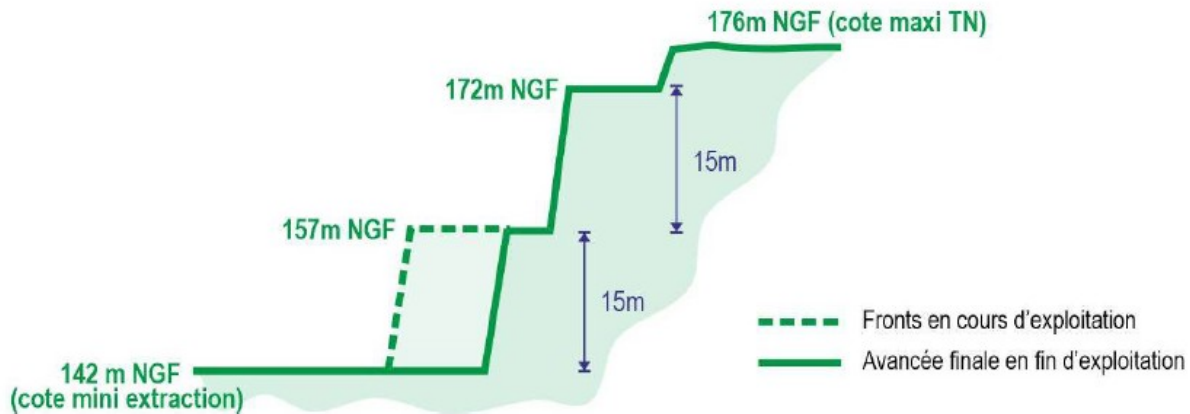
Secteur Malville 3, qui est partagé en 3 zones :

- Fosse Nord, Fosse Centre : deux gradins de 15 mètres de hauteur maximale chacun,
- Fosse Sud : quatre gradins de 10 mètres de hauteur maximale chacun.

Les banquettes intermédiaires d'une largeur d'environ 15 mètres sont aménagées en cours de l'exploitation de façon à assurer la stabilité des fronts. Ces banquettes sont ramenées à 5 mètres de large minimum lorsque l'avancée définitive des fronts est atteinte.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état du site est interdit.

## Géométrie future pour les fosses centre et Nord



### Article 5.5.2 – Tirs de mines

Une moyenne de 5 à 10 tirs par mois est réalisée, avec un maximum de 100 tirs par an.

L'exploitant doit s'assurer :

- que les effets des vibrations ne sont pas source de nuisances pour l'environnement, en veillant notamment au respect de l'article 10.2.2,
- de la sécurité du public lors des tirs de mines.

L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les déchets d'emballage de produits explosifs peuvent être éliminés comme des déchets d'emballages banals, si la procédure d'inspection, clairement définie, permet de garantir l'absence totale de risque de souillure. Dans le cas contraire, ils doivent être considérés comme des déchets industriels spéciaux à caractère explosif et éliminés suivant la filière réglementaire.

Les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

**Les dispositions des articles 5.6 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

### Article 5.6 – Phasage prévisionnel et aménagements particuliers

Les travaux d'extraction sur le secteur Malville 3 sont conditionnés à la construction d'un passage supérieur franchissant la RD106. Les modalités techniques et administratives de création, d'utilisation et de conservation ou de suppression de l'ouvrage doivent être définies avec les autorités compétentes.

L'extraction du gisement au Nord du chemin rural dit de Feix à Ferrailou est conditionnée à la construction d'un passage inférieur franchissant cet axe. Les modalités techniques et administratives de création, d'utilisation et de conservation ou de suppression de l'ouvrage doivent être définies avec les autorités compétentes.

L'utilisation de la RD106 et du chemin rural susvisé pour les besoins de l'extraction du gisement par les engins de carrière est interdite.

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 6 phases conformément aux dispositions du présent arrêté. Les aménagements notamment paysagers et acoustiques sont réalisés selon les éléments de l'étude d'impact relatifs au phasage d'exploitation.

Les merlons réalisés en bordure d'exploitation doivent être végétalisés.

Au cours de la première phase d'exploitation, un chemin d'une largeur de 3 mètres environ doit être réalisé en bordure Ouest de l'emprise Malville 3 réalisé dans la bande réservée des 10 mètres.

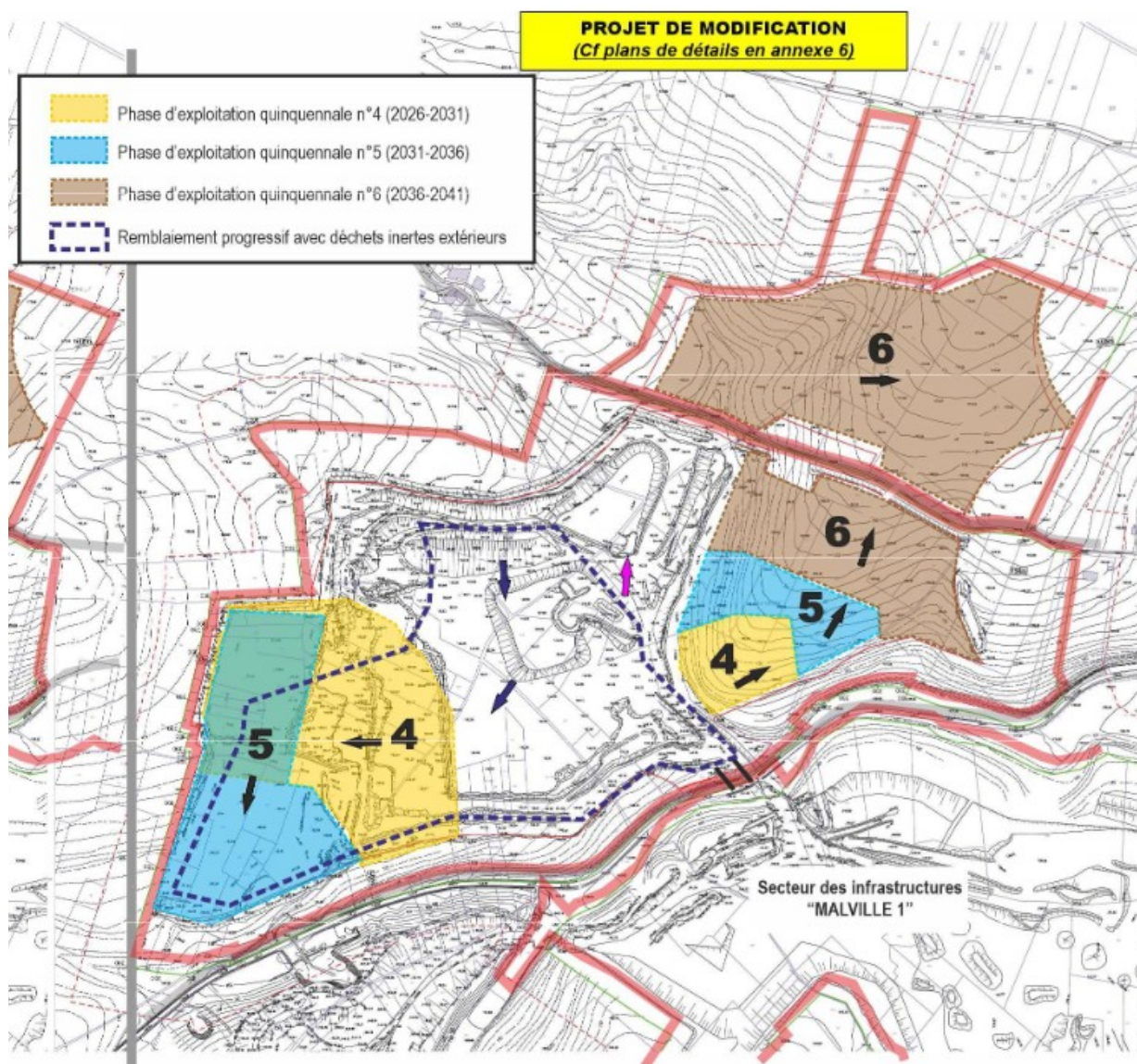
Le phasage d'exploitation prévisionnel sur le secteur « Malville 3 » est modifié, selon le principe suivant :

|                              | ACCUEIL EXTERIEUR                      | EXPLOITATION GISEMENT    |            |                            |
|------------------------------|--|--------------------------|------------|----------------------------|
|                              | MATERIAUX CONSERVES POUR REMBLAIEMENT  |                          |            | MATERIAUX COMMERCIALISÉS   |
|                              | MATERIAUX INERTES EXTERIEURS (maximum) | DECOUVERTE (m³ en place) | STERILES ❶ | VALORISABLES ❷ (granulats) |
| PHASE 4<br>(2026-2031)       | 350 000 t<br>207 000 m³                | 211 000 m³               | 403 000 m³ | 2 400 000 t                |
| PHASE 5<br>(2031-2036)       | 350 000 t<br>207 000 m³                | 155 000 m³               | 242 000 m³ | 2 650 000 t                |
| PHASE 6<br>(2036-2041)       | 350 000 t<br>206 000 m³                | 131 000 m³               | 213 000 m³ | 2 450 000 t                |
| TOTAL                        | 1 050 000 t<br>620 000 m³              | 497 000 m³               | 858 000 m³ | 7 500 000 t                |
| Total remblai : 1 975 000 m³ |  |                          |            |                            |

❶ : Stériles de production et de traitement

❷ : Matériaux commercialisés (granulats) en sortie de l'installation de traitement





**Les dispositions de l'article 8.4.8 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

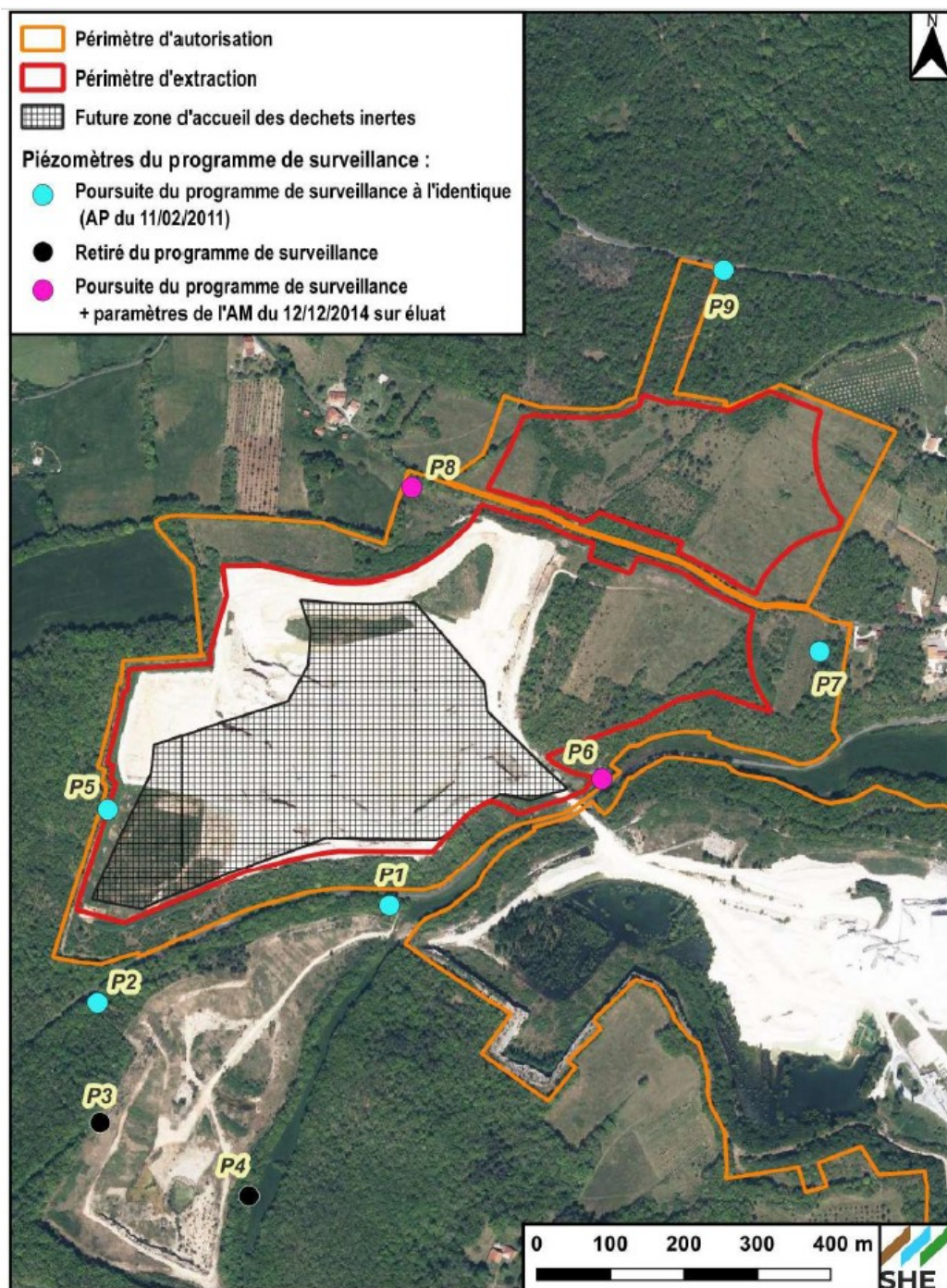
#### Article 8.4.8 – Surveillance des eaux souterraines

##### Ouvrages pour la surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose de 8 piézomètres (P1 à P2 et P5 à P9) implantés selon le plan ci-dessous. Ils ont une profondeur comprise entre 6.70 m et 50.0 m NGF.

L'aquifère capté le Turonien supérieur et moyen, masse d'eau FRFG117- Calcaires, calcaires crayeux, grès, sables et marnes du Cénomanién au Santonien inférieur du bassin versant de la Dronne.







## Protocole de suivi et de contrôle des eaux souterraines

| Point de contrôle  | Paramètres   | Fréquence                                |
|--|--|--|
| Piézomètres <u>P1</u> , <u>P2</u> , <u>P5</u> , <u>P6</u> , <u>P7</u> , <u>P8</u> et <u>P9</u> | Niveau piézométrique   | Bisannuelle (hautes eaux et basses eaux) |
|  | Ph, température, MES, <u>DCO</u> , Turbidité, conductivité, <u>HCT</u>   |  |
| Piézomètres <u>P1</u> , <u>P2</u> , <u>P5</u> , <u>P6</u> , <u>P7</u> , <u>P8</u> et <u>P9</u> | Métaux traces AS, Ba, <u>Pb</u>  | Bisannuelle (hautes eaux et basses eaux) |
| Piézomètres <u>P6</u> et <u>P8</u>   | Paramètres définis par l'article 6 de l'AM du 12/12/2014 pour les valeurs sur éluat à respecter pour les déchets inertes (Cf. tableau article 13.2 du présent arrêté). | Bisannuelle (hautes eaux et basses eaux) |
|  | Les analyses sont réalisées avec des « <u>LQ</u> abaissées » afin que la résolution des valeurs soit significativement inférieure aux valeurs guide.                   |  |
| Piézomètres <u>P3</u> et <u>P4</u>   | Retirés du programme de surveillance   |  |

Un contrôle de paramètres est effectué : avant le début de l'accueil de déchets inertes puis 2 fois par an, respectivement en période de hautes eaux et de basses eaux et 5 ans après la fin de l'exploitation.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.

L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les analyses initiales (état zéro) sont réalisées avant tout apport de remblai extérieur.

**Les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

Article 13 : Remblayage et remise en état

13.1 – Remblayage, volume autorisé annuel

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Afin de respecter la hiérarchie de l'utilisation de la ressource et de favoriser la réutilisation et le recyclage, seuls les matériaux inertes ne pouvant être techniquement et économiquement réutilisés ou recyclés pourront être acceptés en carrière pour le remblaiement de celle-ci.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. À ce titre, sont admis les déchets inertes externes suivants :

| Code déchet | Description   | Restrictions   |
|-------------|---|--|
| 10 13 14    | Déchets et boues de béton   | Admis sur le site uniquement si pelletables et siccité égale à supérieure à 30%, et s'ils répondent aux dispositions de l'annexe I à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes de l'arrêté du 12/12/2014               |
| 17 01 01    | Béton   | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 01 02    | Briques   | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 01 03    | Tuiles et Céramiques  | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 01 07    | Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse | Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 02 02    | Verre   | Sans cadre ou montant de fenêtres  |
| 17 03 02    | Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron                                 | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés<br><br>Un test montrant que ces déchets ne contiennent ni goudron, ni amiante doit être réalisé. |
| 17 05 04    | Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse                     | À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés   |
| 17 05 08    | ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07                     |  |
| 19 09 03    | Boues de décarbonatation  | Uniquement les billes calcaire issus des usines de traitement des eaux destinées à la consommation humaine   |
| 19 12 05    | Verre   | Triés  |
| 20 02 02    | Terres et pierres   | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe  |

Le rythme et quantité prévisionnelles annuelles d'accueil des matériaux inertes :

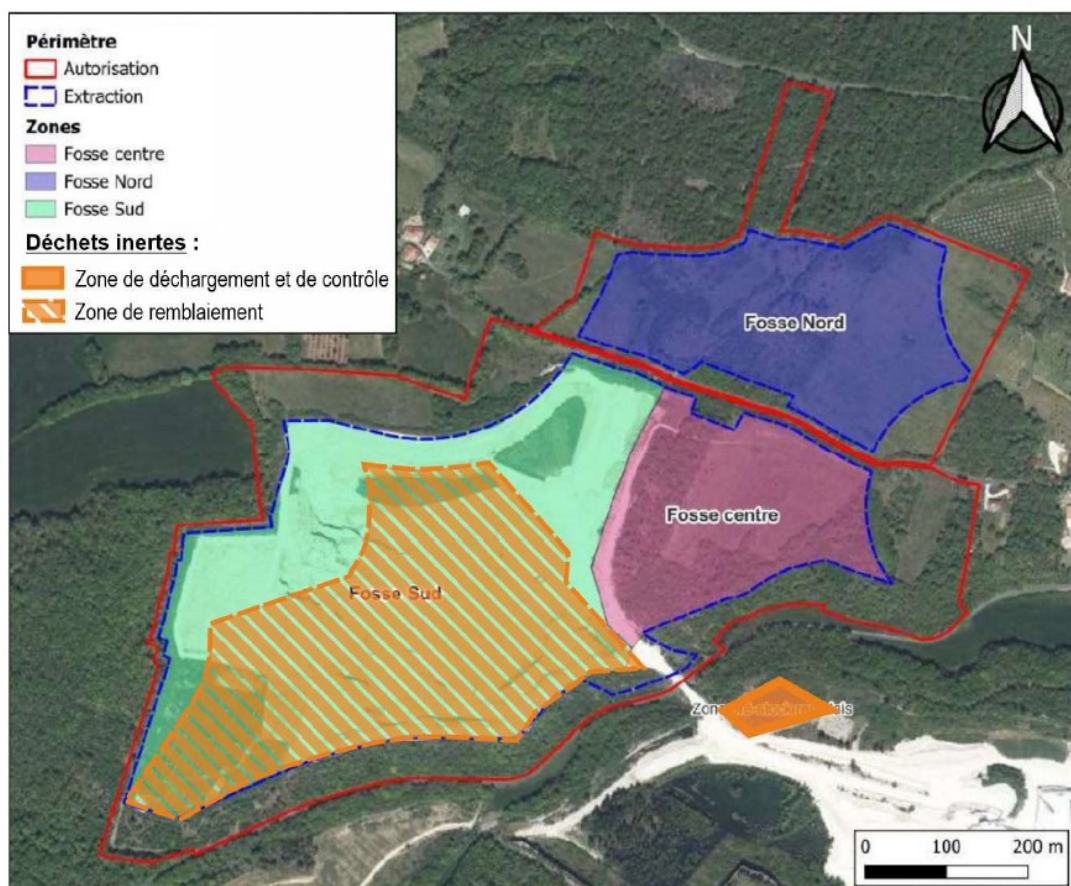
|   | K3   | K3+   | TOTAL<br>K3 et K3+                              |
|---|--|---|---|
| <b>Rythme prévisionnel d'accueil :</b>  | Moyenne : 40 000 t/an<br>Maximum : 60 000 t/an | Moyenne : 6 000 t/an<br>Maximum : 10 000 t/an | Moyenne : 46 000 t/an<br>Maximum : 70 000 t/an  |
| <b>Quantités maximale totale prévisionnelle à accueillir sur toute la durée d'exploitation restante</b><br>(environ 15 ans, à échéance le 11/02/2041) | 900 000 tonnes<br>soit 530 000 m <sup>3</sup>  | 150 000 tonnes<br>soit 90 000 m <sup>3</sup>  | 1 050 000 tonnes<br>soit 620 000 m <sup>3</sup> |

### 13.2 – Remblayage, exploitation du site

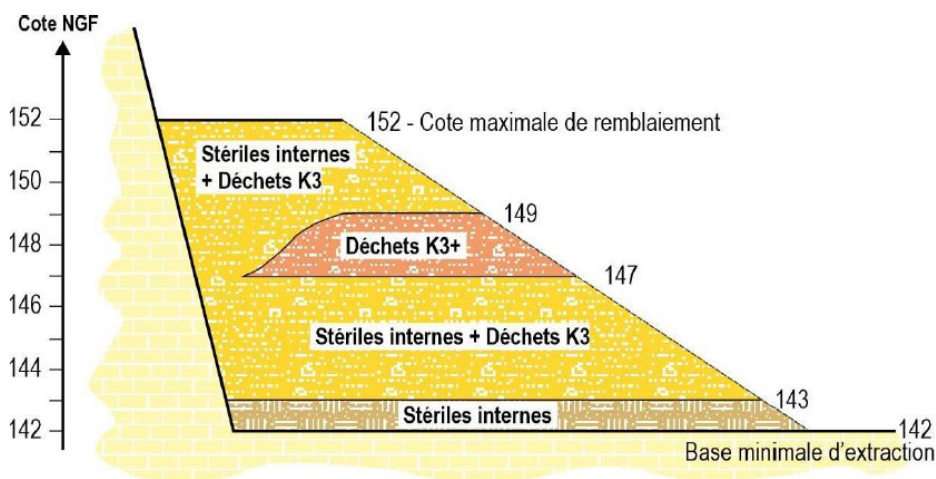
Les déchets inertes d'origine extérieure sont mis en place comme matériau de remblai uniquement dans la fosse Sud de Malville 3.

Sur ce secteur, la géométrie et l'organisation du remblaiement suivent le principe suivant :

- En fond d'extraction, la partie inférieure est remblayée uniquement avec des stériles provenant du site (« stériles internes ») sur une épaisseur minimale de 1 mètres, soit jusqu'à la cote minimale de 143 m NGF ;
- Au-dessus, le remblaiement est constitué de stériles internes et de déchets inertes de type K3 et K3+, en respectant, pour les déchets de type K3+ :
  - un éloignement minimal de 1 m par rapport aux bordures de l'extraction ;
  - une mise en place au-dessus de la cote minimale 147 m NGF, de façon à se trouver au-dessus du niveau des plus hautes eaux exceptionnelles de la nappe souterraine ;
  - la mise en place sur une épaisseur d'environ 2m, avec un recouvrement d'environ 3 m.



Organisation et géométrie des remblaiements dans la zone d'extraction de la fosse Sud



Outre les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 et 31 mai 2021 susvisés, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais.

#### Seuils d'admission des matériaux inertes

Les critères à respecter pour l'admission de déchets inertes avec adaptation de seuil sont :

1) Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.



| PARAMÈTRE                                   | VALEUR LIMITE À RESPECTER<br>exprimée en mg/kg de matière sèche<br>Seuils dérogatoires « K3+ » |
|---|--|
| As  | 1,5  |
| Ba  | 60   |
| Cd  | 0,12   |
| Cr total                                    | 1,5  |
| Cu  | 6  |
| Hg  | 0,03   |
| Mo  | 1,5  |
| Ni  | 1,2  |
| Pb  | 1,5  |
| Sb  | 0,18   |
| Se  | 0,3  |
| Zn  | 12   |
| Chlorure (1)                                | 2 400  |
| Fluorure                                    | 30   |
| Sulfate (1)                                 | 3 000  |
| Indice phénols                              | 3  |
| COT (carbone organique total) sur éluat (3) | 500  |
| FS (fraction soluble) (1)                   | 12 000   |

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2) Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

| PARAMÈTRE  | VALEUR LIMITE À RESPECTER<br>exprimée en mg/kg de déchet sec<br>Seuils dérogatoires « K3+ » |
|--|---|
| COT (carbone organique total)  | 60 000 (1)  |
| BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)   | 6   |
| PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)  | 1   |
| Hydrocarbures (C10 à C40)  | 500   |
| HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)  | 50  |
| (1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0. |   |

#### Contrôle des matériaux inertes avec adaptation de seuil avant admission

Des contrôles aléatoires sur les matériaux ayant fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable conforme sont réalisés par l'exploitant.

Ces contrôles portent sur les lots de déchets inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dont la concentration d'un ou plusieurs paramètres sont compris entre les valeurs mentionnées à l'annexe II et celles mentionnées ci-dessus.

Ces contrôles sont réalisés selon les fréquences suivantes :

- systématiquement pour les chantiers d'une capacité supérieure à 1 000 tonnes,
- par tranche de 1 000 tonnes, pour les chantiers supérieurs à 1 000 tonnes.

En cas d'écart à la déclaration d'acceptation préalable, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et le producteur des déchets avant de procéder à la régularisation de sa situation.

De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

### 13.3 – Remise en état

#### *13.3.1 Principe et notification*

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte au sens de l'article D. 556-1 A du code de l'environnement est le suivant : l'objectif est la restauration écologique et paysagère, utilisant les matériaux stériles et inertes accueillis. Des aménagements spécifiques tels que talutage, végétalisation, création de zones humides temporaires, habitats pour la faune, sont prévus.

Lorsqu'il procède à la cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie à la préfète la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu du présent article et dans les conditions de remise en état définies aux éléments de l'étude d'impact relatifs à la remise en état.

Le plan de remise en état du site est annexé au présent arrêté.

### *13.3.2 Conditions de remise en état*

La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site sauf éventuellement les installations de traitement des matériaux et infrastructures, utilités annexes (pont bascule, pistes en enrobé, atelier ...) dont l'exploitant souhaiterait poursuivre l'activité, les principales dispositions suivantes résultant de l'étude paysagère :

#### Traitement des fronts de taille :

- Conservation en pans de falaise d'une partie des fronts Sud du secteur Malville 2, des fronts Sud Ouest et Est du secteur Malville 1 et des fronts Ouest et Nord Ouest du secteur Malville 3.

Le réaménagement des fronts de taille comprend l'apport de matériaux de remblai (stériles, déchets inertes extérieurs puis découverte en partie supérieure) sous forme d'un glacis en pied de talus, ainsi qu'au niveau des banquettes intermédiaires le cas échéant. Des abattages préalables doivent procurer des irrégularités aux paliers.

Les pieds de fronts doivent être végétalisés sous forme de semis ou de plantation de bosquets, constitués d'essences locales ;

- Les autres fronts de taille (parties les moins élevées) sont profilés avec raccordement au terrain naturel. Ce réaménagement est réalisé à l'aide de matériaux stériles et de découverte et associé à des plantations de feuillus d'essences locales en continuité avec les boisements existants.

#### Traitement des carreaux

- décompactage partiel et régilage de matériaux stériles de découverte selon les principes et côtes altimétriques illustrés sur les plans annexés au présent arrêté ;

- végétalisation par ensemencement d'espèces locales et plantation localisées sous forme de boisements lâches et de quelques haies champêtres selon les principes illustrés sur les plans annexés au présent arrêté ;

- conservation d'un plan d'eau (secteur Malville 1) et de quelques points bas en tant que zones humides ;

- régilage de terres végétales ;

- maintien de la clôture périphérique et d'une piste telle que figurant sur le plan annexé au présent arrêté.

Les principes de réaménagement susvisés doivent répondre aux orientations de remise en état illustrées au plan annexé au présent arrêté ainsi qu'aux éléments de l'étude d'impact relatifs à la remise en état.

**Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

#### Article 14 : Constitution des garanties financières

##### 14.1 Périmètre des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R. 516-2 du code de l'environnement s'appliquent pour les activités visées par la rubrique n°2510 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

##### 14.2 Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma de remise en état figure en annexe du présent arrêté.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

| Périodes                                 | Phase<br>1, 2 et 3 | Phase 4 | Phase 5 | Phase 6 |
|--|--------------------|---------|---------|---------|
| Montant des garanties financières<br>(€) | échues             | 993 046 | 993 046 | 985 008 |

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,7 de mai 2025.

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

##### 14.3 Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

##### 14.4 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse à la préfète au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

##### 14.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès de la préfète dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;



- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### 14.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe la préfète dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander à la préfète, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### 14.7 Appel des garanties financières

La préfète peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité pour assurer la remise en état du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### 14.8 Absence de garanties financières

Outre les sanctions prévues par l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article ci-dessus, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### 14.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

### **ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS SUPPRIMÉES**

Les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°120306 du 26 mars 2012 relatif au changement d'exploitant au profit de la SAS LAFARGE GRANULATS SUD ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°PELREG 2015-07-14 du 01 juillet 2015 modifiant les conditions d'exploitation et le changement d'exploitant au profit de la SAS LAFARGE GRANULATS FRANCE.

#### **ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux, situé 9 rue Tastet, CS 21490, 33 063 Bordeaux Cedex :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat en Dordogne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (La préfète de la Dordogne) et au bénéficiaire de la décision (la société SAS LAFARGE GRANULATS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 5 : PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie des communes de Bourg-des-Maisons et de La Tour Blanche-Cercles et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

## **ARTICLE 6 : COPIE ET EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), le directeur de l'agence régionale de santé (ARS) et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne, les maires des communes de Bourg-des-Maisons et de La Tour Blanche-Cercles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société SAS LAFARGE GRANULATS.

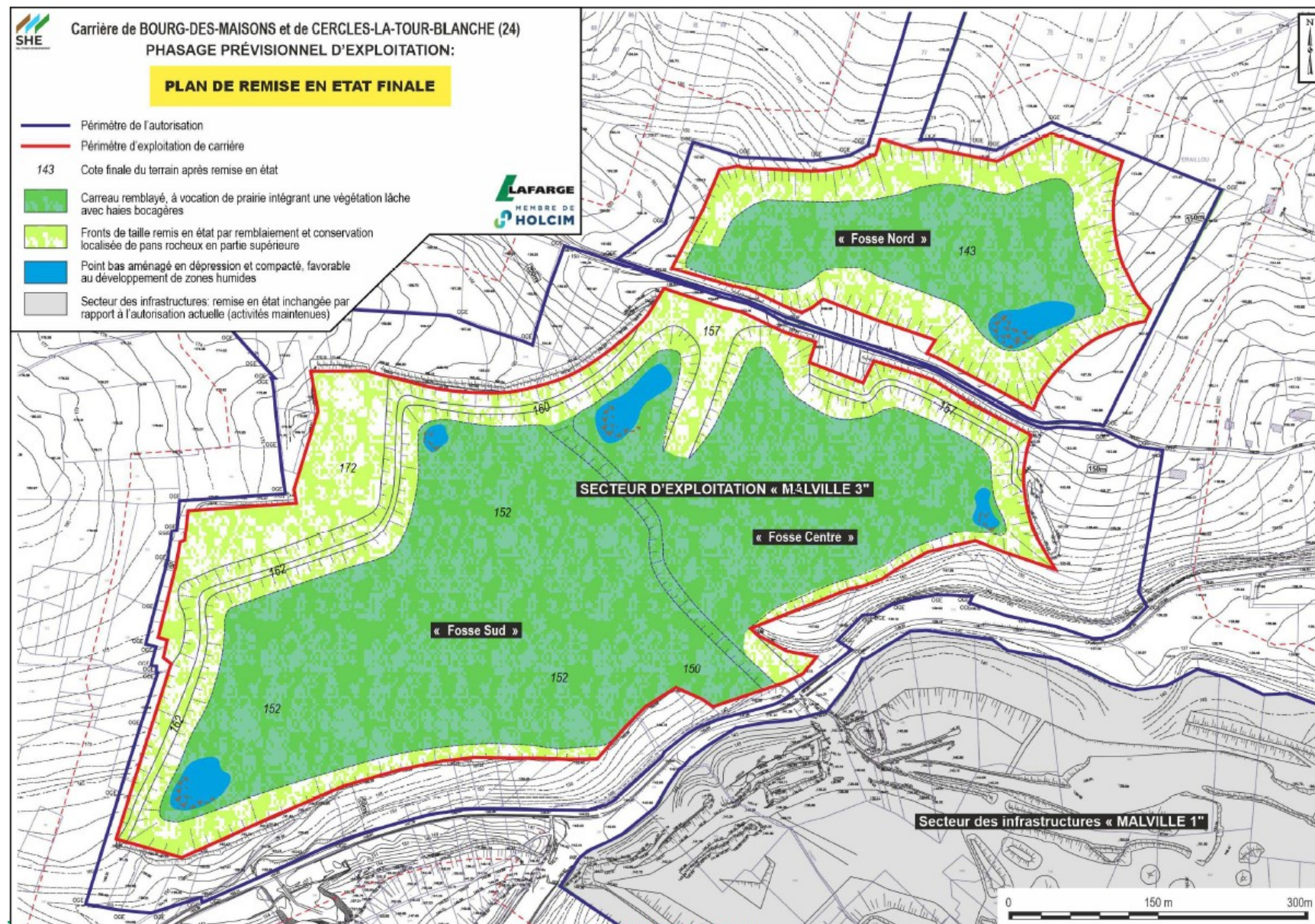
Périgueux, le **25 MARS 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
**Bertrand DUCROS**

## ANNEXE – PLAN DE REMISE EN ETAT





## ANNEXE – TABLEAU PARCELLAIRE

| MALVILLE 1   |         |
|--------------|---------|
| N° PARCELLES | SURFACE |
| Section A2   | M2      |
| 1292p        | 14 100  |
| 510          | 1 400   |
| 511          | 2 120   |
| 512          | 1 930   |
| 513          | 1 735   |
| 514p         | 635     |
| 515p         | 940     |
| 516p         | 650     |
| 1294 p       | 11 552  |
| 1296p        | 158     |
| 537p         | 3 610   |
| 538          | 3 300   |
| 539          | 2 930   |
| 540          | 870     |
| 541          | 1 340   |
| 542          | 4 620   |
| 543          | 8 330   |
| 544          | 9 990   |
| 545          | 10 570  |
| 546          | 18 540  |
| 547          | 5 610   |
| 548          | 695     |
| 549          | 1 975   |
| 550          | 1 920   |
| 551          | 4 030   |
| 552          | 840     |
| 553          | 3 360   |
| 554          | 2 570   |
| 555          | 1 710   |
| 556          | 25 480  |
| 557          | 1 120   |
| 559          | 2 930   |
| 561          | 1 100   |
| 563          | 1 010   |
| 568p         | 121     |
| 569p         | 1 556   |
| 342          | 2 080   |
| 343          | 600     |
| 344          | 1 110   |
| 345          | 7 240   |
| 346          | 950     |
| 353          | 4 190   |
| 358          | 20 470  |
| 359          | 8 660   |
| 360          | 4 000   |
| 361          | 13 040  |
| 363          | 7 960   |
| 364          | 9 600   |
| 365          | 9 010   |
| 366          | 24 980  |
| 367          | 6 280   |
| 1088p        | 12 176  |
| 1091         | 2 133   |
| 1101         | 2 375   |
| 1102         | 798     |
| 1103         | 1 627   |
| 1107         | 10 835  |
| 1108         | 2 385   |
| 1164         | 2 677   |
| 1165         | 1 420   |
| 1194         | 42      |
| 1195         | 9       |
| 1196p        | 242     |
| 1199         | 410     |
| 1240         | 1 360   |

Total M1(Infrastructures) 31 ha 39 a 06

| MALVILLE 3   |         | MALVILLE 3   |         |
|--------------|---------|--------------|---------|
| N° PARCELLES | SURFACE | N° PARCELLES | SURFACE |
| Section A2   | M2      | Section A2   | M2      |
| 101          | 3 390   | 253          | 825     |
| 102          | 1 860   | 254          | 35 450  |
| 103          | 2 570   | 255          | 270     |
| 104          | 620     | 258          | 330     |
| 105          | 520     | 374          | 9 740   |
| 106          | 1 240   | 375          | 2 020   |
| 107          | 3 430   | 376          | 4 390   |
| 108          | 8 520   | 377          | 6 120   |
| 109          | 2 630   | 378          | 3 130   |
| 110          | 2 950   | 379          | 1 570   |
| 130          | 1 950   | 380          | 2 270   |
| 131          | 860     | 381          | 2 730   |
| 132          | 880     | 382          | 4 450   |
| 133          | 1 050   | 383          | 14 050  |
| 134          | 11 850  | 384          | 770     |
| 135          | 1 040   | 385          | 13 985  |
| 136          | 1 450   | 386          | 480     |
| 137          | 600     | 389          | 360     |
| 138          | 2 850   | 390          | 1 100   |
| 203          | 1 700   | 391          | 920     |
| 204          | 600     | 392          | 1 210   |
| 205          | 2 935   | 393          | 380     |
| 206          | 3 330   | 395          | 180     |
| 207          | 1 880   | 396          | 4 710   |
| 208          | 16 605  | 397          | 1 930   |
| 209          | 1 480   | 398          | 1 680   |
| 210          | 8 410   | 399          | 740     |
| 211          | 390     | 400          | 2 030   |
| 212          | 13 580  | 401          | 3 160   |
| 213          | 2 605   | 402          | 1 080   |
| 214          | 2 665   | 403          | 15 000  |
| 215          | 14 478  | 404          | 4 540   |
| 216          | 720     | 405          | 10 950  |
| 217          | 2 360   | 406          | 1 000   |
| 218          | 3 880   | 407          | 2 820   |
| 219          | 8 055   | 408          | 2 480   |
| 220          | 3 185   | 409          | 3 230   |
| 221          | 29 965  | 410          | 880     |
| 222          | 5 125   | 411          | 7 000   |
| 223          | 940     | 412          | 9 195   |
| 224          | 2 110   | 413          | 6 290   |
| 225          | 1 400   | 414          | 1 040   |
| 226          | 4 050   | 415          | 3 990   |
| 227          | 1 640   | 416          | 1 000   |
| 228          | 3 370   | 1098         | 3 944   |
| 229          | 400     | 1099         | 1 324   |
| 230          | 930     | 1100         | 2 622   |
| 231          | 5 400   | 417          | 4 080   |
| 232          | 1 900   | 418          | 4 430   |
| 233          | 19 550  | 419          | 2 200   |
| 234          | 3 620   | 420          | 1 590   |
| 235          | 110     | 1231         | 30 000  |
| 236          | 340     | 422          | 3 530   |
| 241          | 3 585   | 423          | 3 150   |
| 242          | 190     | 424          | 680     |
| 243          | 535     | 425          | 3 190   |
| 244          | 900     | 426          | 7 830   |
| 245          | 1 670   | 427          | 1 920   |
| 246          | 1 030   | 1232         | 8 282   |
| 247          | 1 110   | Chemins      | 6 700   |
| 248          | 1 060   |              |         |
| 249          | 490     |              |         |
| 250          | 720     |              |         |
| 251          | 590     |              |         |
| 252          | 1 115   |              |         |

Commune de Cercles Section 0T N° 76

9 700

Total M3 (Carrière)

51 ha 96 a 10

**TOTAL PERIMETRE D' AUTORISATION**

**83 ha 35 a 16**